

## Le HCR s'engage à refaire un décompte des réfugiés burundais de la sous-région

PANA, 10 avril 2018 Le Hcr accule à un recensement "plus judicieux" des réfugiés burundais dans la sous-région Bujumbura, Burundi - Le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a concédé, mardi, à Bujumbura, que son organisation allait refaire un décompte systématique et électronique des réfugiés burundais de la sous-région des Grands Lacs africains dont le nombre exact a alimenté une vive polémique et controverse ces derniers temps avec le pouvoir burundais.

M. Grandi sortait d'une audience avec le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, la troisième tape d'un processus conduit dans des camps de réfugiés burundais, en République démocratique du Congo et au Rwanda. Le Commissaire a également rappelé l'ordre sur les prévisions de son organisation qui table sur au moins 50.000 nouveaux réfugiés burundais qui risquent d'aller grossir les camps de la sous-région cette année. Ces projections entraînent dans le cadre de la programmation des besoins internes et le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés a également regretté leur fuite inattendue dans son opinion. La visite intervient également au lendemain de l'expulsion de plus de 2.500 demandeurs d'asile burundais du Rwanda voisin pour "refus obstiné" d'enregistrer biométrique et de soins médicaux, en vertu de leurs croyances dans une secte religieuse. « Selon les premières déclarations de ces rapatriés forcés, ils auraient été plutôt refoulés du Rwanda parce qu'ils refusaient d'être faire partie des groupes armés en vue d'attaquer le Burundi, les plus jeunes, soit près d'un millier de jeunes filles et garçons confondus, ayant été retenus pour être enrôlés de force dans des groupes criminels », avait aussitôt réagi le pouvoir burundais, dans un communiqué officiel. Par ailleurs, la visite de M. Grandi intervient deux semaines après la tenue de la 20<sup>ème</sup> réunion de la commission tripartite, regroupant le Burundi, la Tanzanie et le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (Hcr). La tripartite n'a toutefois pas tranché la question du nombre exact de réfugiés burundais établis dans la sous-région depuis la crise politique consécutive aux élections controversées et émaillées de violences de 2015, mais qui a fini par être maîtresse, soutient-on à Bujumbura. A la veille de la tripartite, le gouvernement burundais avait sorti une déclaration accusant le Hcr de faire de la question des réfugiés, un « fonds de commerce », d'où sa demande insistante d'un nouveau décompte. Le mois passé, le Hcr a lancé, depuis Genève, Suisse, un appel de 391 millions de dollars américains qui sont nécessaires pour aider les réfugiés burundais à « tomber dans l'oubli ». Les chiffres officiels du Hcr font état de 427.959 réfugiés burundais, dont 241.375, rien qu'en Tanzanie soit 58,7% du total, 89.167 au Rwanda (20,8%), 46.783 en République démocratique du Congo (Rdc, 10,9%) et 40.634 en Ouganda (9,5%). Dans la même déclaration, le gouvernement burundais se félicitait du retour d'environ 200.000 réfugiés enregistrés et d'autres qui s'ajoutent au jour le jour, interrogeant, du coup, sur l'origine des réfugiés qu'avancent les Nations unies. Un plus petit nombre de demandeurs d'asile burundais a trouvé temporairement refuge au Kenya, en Zambie, au Mozambique, au Malawi et en Afrique du Sud, selon toujours le Hcr. L'autre chiffre qui ne fait pas l'unanimité à Bujumbura est celui de quelque 188.000 Burundais qui seraient, quant à eux, des déplacés intérieurs de la crise de bientôt trois ans, selon les Nations unies. « Le nombre de déplacés intérieurs ne dépasse pas 78.948 personnes vivant dans des villages de paix aménagés par le Gouvernement, auxquels s'ajoutent quelques 4.000 personnes déplacées suite aux catastrophes naturelles liées aux pluies diluviennes de 2015-2016, soit un total de 82.948 personnes », a contesté la même déclaration officielle de fin mars.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});